

DISPENSE PRÉLÈVEMENT FORFAITAIRE

Régime d'imposition des revenus financiers

Depuis le 1er janvier 2013, les intérêts issus des placements financiers sont soumis au barème de l'impôt sur le revenu. Un prélèvement obligatoire (non libératoire) est opéré à la source, au taux de 12,8% (taux en vigueur au 1er janvier 2018).

Ce prélèvement est imputé par l'Administration fiscale sur votre impôt sur le revenu dû au titre de l'année de perception des revenus, sous forme de crédit d'impôt restituable.

Ce prélèvement fiscal s'applique, par défaut, à l'ensemble des personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

Les personnes physiques ont la possibilité de demander à être dispensées de ce prélèvement dès lors que leur revenu fiscal de référence de l'avant dernière année est inférieur à 25 000 € (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 50 000€ (couples mariés ou pacsé soumis à une imposition commune). Cette demande se matérialise par une attestation sur l'honneur établie par les associés, **sous leur propre responsabilité**.

Ils doivent adresser au Service Relation Commerciale de AEW, avant le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement des revenus, une <u>Attestation sur l'honneur</u> indiquant que leur revenu fiscal de référence de l'avant dernière année est inférieur à 25 000 € (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 50 000 € (couples mariés ou pacsé soumis à une imposition commune) et ce, selon leur situation familiale.

Vous pourrez trouver ci-après un modèle d'attestation à remplir et à renvoyer signé à AEW à l'adresse suivante : relation.commerciale@eu.aew.com, avec comme objet d'e-mail « Dispense de prélèvement forfaitaire ».



Cette demande devra être renouvelée chaque année avant le 30 novembre précédant une année fiscale (par exemple, avant le 30 novembre 2025 pour l'année fiscale 2026, en prenant en compte le Revenu fiscal de référence de 2024).

Les revenus financiers resteront toutefois soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,2% (taux au 1er janvier 2018).



Je / Nous soussigné(e)(s)

Née le:

Né le:

DISPENSE PRÉLÈVEMENT FORFAITAIRE

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

DEMANDE DE DISPENSE DES PRELEVEMENTS VISES A L'ARTICLE 125 A DU CODE GENERAL DES IMPOTS APPLIQUES AUX INTERETS

(Article 242 quater du code général des impôts)

Année fiscale 2026

Demeurant:	
Numéro d'associé :	
Atteste / Attestons, sur l'honneur et sous ma / notre responsabilité, que le revenu fiscal de fiscal auquel j'appartiens / nous appartenons, déterminé au titre de l'avant dernière année paiement des revenus, me / nous permet de bénéficier de la dispense des prélèvements p A du Code général des impôts, s'agissant des intérêts. Je demande / Nous demandons ainsi l'application de la dispense du prélèvement : o Sur les intérêts perçus en 2026 (cette dispense est accordée aux personnes physicun foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence 2024 est inférieur ou égal à 25 célibataire ou 50 000 euros pour un couple soumis à une imposition commune).	précédant celle du révus à l'article 125 ques appartenant à
J'ai / Nous avons bien noté que cette dispense prendra effet à compter du 1 ^{er} janvier 20 jusqu'au 31 décembre 2026. Je reconnais / Nous reconnaissons avoir pris connaissance :)26 et s'appliquera

Des sanctions auxquelles je m'expose / nous nous exposons en cas de fausse déclaration ou de déclaration erronée, à savoir une amende financière, prévue à l'article 1740-0 B du Code général des impôts, égale à 10 % du montant des prélèvements non effectués ayant fait l'objet de la demande de dispense à tort, et m'engage/ nous nous engageons à relever indemne AEW de toutes les

Fait à Le

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 329 255 046

conséquences directes et indirectes en cas de fausse déclaration.

Signature(s) du / des Client(s)

aewpatrimoine.com

AEW - Société par Actions Simplifiée au capital de 2 328 510 €, dont le siège social est sis à Paris 75013, 43 avenue Pierre Mendès France / 01 78 40 33 03

Société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des marchés financiers le 10 juillet 2007 sous le numéro GP-07000043, titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce » — non habilitée à recevoir des fonds, effets ou valeurs pour les opérations visées aux 1° à 5° et 8° de l'article 1 de la loi du 2 janvier 1970- et « Gestion immobilière », numéro CPI 7501 2017 000 020 564 délivrée par la CCI Paris Ille-de-France, ayant pour garant La Compagnie Européenne de Garanties et de Cautions demeurant 59, avenue Pierre Mendès France — 75013 Paris.